

Solucom

Rapport financier semestriel au 30 septembre 2014

Sommaire

Déclaration des personnes responsables.....	3
Rapport semestriel d'activité	4
1. Analyse des résultats de Solucom	4
2. Activité de Solucom durant le semestre.....	6
3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice	7
4. Évènements postérieurs à la clôture.....	7
5. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir	8
6. Principales transactions avec les parties liées.....	8
Comptes consolidés au 30/09/2014	9
Notes aux états financiers consolidés	14
Rapport des Commissaires aux Comptes	32

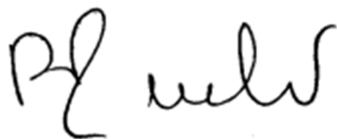
Déclaration des personnes responsables

J'atteste, à ma connaissance,

que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et notamment conformément à la norme IAS 34, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et

que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris-La Défense, le 27 novembre 2014



Pascal Imbert, Président du Directoire

Rapport semestriel d'activité

1. Analyse des résultats de Solucom

Analyse des comptes consolidés

Les comptes semestriels au 30 septembre 2014 consolident Solucom SA, Stance Partners, Trend Consultants, Lumens Consultants et SLM Consulting sur 6 mois ainsi qu'Eveho et Alturia Consulting sur 3 mois, du 1^{er} avril 2014 au 30 juin 2014 ; ces deux sociétés ayant fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine à la société Solucom SA le 30 juin 2014.

Les comptes semestriels au 30 septembre 2013 consolidaient Solucom SA, Alturia Consulting, Eveho, Stance Partners et SLM Consulting sur 6 mois.

Les comptes au 31 mars 2014 consolidaient Solucom SA, Alturia Consulting, Eveho, Stance Partners et SLM Consulting sur 12 mois ainsi que Lumens Consultants sur 4 mois et Trend Consultants sur 3 mois.

Les comptes au 30 septembre 2014, au 30 septembre 2013 et au 31 mars 2014 sont établis selon le référentiel comptable international IFRS. Les états financiers qui présentent ces comptes suivent la recommandation n°2009-R.03 du 2 juillet 2009 du CNC. Les soldes intermédiaires de gestion qui figurent dans ces états et qui sont commentés dans la suite de ce document sont donc ceux définis par le CNC.

Chiffre d'affaires et rentabilité

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2014/15	S1 2013/14	Variation
Chiffre d'affaires	73 654	64 931	13 %
Résultat opérationnel courant	7 616	6 595	15 %
<i>Marge opérationnelle courante</i>	10,3%	10,2%	-
Résultat opérationnel	7 554	6 298	20 %
Résultat net part du groupe	4 265	3 697	15 %
<i>Marge nette</i>	5,8%	5,7%	-

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2014 s'établit à 73 654 K€ contre 64 931 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une croissance de 13%.

Le résultat opérationnel courant est de 7 616 K€ (après participation des salariés et CICE), en augmentation de 15% par rapport à celui du 1^{er} semestre de l'exercice précédent qui s'élevait à 6 595 K€. La marge opérationnelle courante, obtenue en divisant le résultat opérationnel courant par le chiffre d'affaires, est de 10,3%, à comparer à 10,2% au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel est de 7 554 K€, en hausse de 20% par rapport au résultat opérationnel du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui s'établissait à 6 298 K€. Il intègre des autres produits et charges opérationnels pour un montant de (62) K€, lesquels sont essentiellement composés de frais d'acquisitions. Au 30 septembre 2013, les autres produits et charges opérationnels s'élevaient à (297) K€ et intégraient des dépenses de mécénat en faveur de la Fondation d'entreprise Solucom et de frais non-récurrents liés à la fermeture de l'établissement de Bordeaux d'Alturia Consulting.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 92 K€ sur la période. Ce chiffre est à comparer à un coût de l'endettement financier net de 97 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Le coût de l'endettement financier net de la période est essentiellement composé d'intérêts des emprunts et de plus-values de cession sur placements de trésorerie.

Le résultat avant impôt est de 7 468 K€, en augmentation de 20% par rapport au résultat avant impôt du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui était de 6 199 K€.

Le résultat net de la période s'établit à 4 265 K€, soit une marge nette de 5,8%. Il intègre une charge d'impôt de 3 203 K€. Ce résultat progresse de 15% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, pour lequel le résultat net de la période était de 3 697 K€, soit une marge nette de 5,7%, après une charge d'impôt de 2 501 K€.

Il n'y a pas d'intérêts minoritaires. Le résultat net part du groupe est donc également de 4 265 K€, contre 3 697 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 15%.

Structure financière et trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2014	31/03/2014	Variation
Actif non courant	47 836	48 774	-2%
<i>Dont écarts d'acquisition</i>	40 789	41 077	-1%
Actif courant (hors trésorerie)	53 980	56 063	-4%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 056	20 034	-5%
Capitaux propres	64 782	63 880	1%
Passif non courant	9 022	8 067	12%
<i>Dont passifs financiers</i>	3 082	3 131	-2%
Passif courant	47 069	52 925	-11%
<i>Dont passifs financiers</i>	313	345	-9%
Total bilan	120 872	124 871	-3%

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 64 782 K€ au 30 septembre 2014 contre 63 880 K€ au 31 mars 2014.

La trésorerie nette¹ du cabinet Solucom au 30 septembre 2014 est de 15 661 K€, contre une trésorerie nette de 16 558 K€ au 31 mars 2014 et une trésorerie nette de 8 686 K € au 30 septembre 2013.

Les passifs financiers représentent 3 395 K€ au 30 septembre 2014 contre 3 476 K€ au 31 mars 2014. Au 30 septembre 2014, ils se décomposent en 2 942 K€ d'emprunt obligataire Micado, 407 K€ de dettes financières liées au retraitement des contrats de crédit-bail et 45 K€ d'autres passifs financiers (intérêts courus non échus, découverts bancaires et frais d'émission d'emprunt).

¹ Trésorerie brute diminuée des passifs financiers

Analyse des comptes sociaux de Solucom

Les comptes individuels de Solucom font ressortir un chiffre d'affaires de 68 804 K€ au 30 septembre 2014, contre 59 927 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une croissance de 15%. Il est à noter que le chiffre d'affaires au 30 septembre 2014 intègre l'effet sur 3 mois des Transmissions Universelles de Patrimoine d'Alturia Consulting et d'Eveho Conseil à la société Solucom réalisées le 30 juin 2014.

Le résultat d'exploitation semestriel de la société Solucom s'établit, quant à lui, à 7 666 K€, représentant une marge d'exploitation de 11,1%. Pour mémoire, le résultat d'exploitation du premier semestre 2013/14 s'élevait à 7 539 K€, soit une marge d'exploitation de 12,6%.

Le résultat financier semestriel s'élève à (427) K€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice 2014/15, comparé à un résultat financier de 175 K€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice passé. Le résultat financier de la période intègre notamment 369 K€ de mali de fusion suite aux simplifications juridiques réalisées sur la période.

Le résultat exceptionnel s'élève quant à lui à (122) K€, contre un résultat exceptionnel de (1 076) K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent. La variation du résultat exceptionnel résulte principalement du mali net sur rachat d'actions propres qui s'élève à 104 K€ au 30 septembre 2014 contre 874 K€ au 30 septembre 2013.

La participation des salariés aux résultats de l'entreprise représente un montant de 876 K€, contre 780 K€ au 30 septembre 2013.

La charge d'impôt sur les bénéfices s'établit à 2 029 K€ contre une charge d'impôt de 1 701 K€ au 30 septembre 2013.

Compte-tenu de ces éléments, le résultat net de la société Solucom s'élève à 4 213 K€, contre 4 157 K€ au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

2. Activité de Solucom durant le semestre

Au 1^{er} semestre de son exercice 2014/15, Solucom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 73,7 M€, en progression soutenue de 13%. A périmètre constant, hors contribution de Lumens Consultants et Trend Consultants, la croissance organique s'est établie à 10%.

Cette solide progression semestrielle positionne le cabinet en légère avance sur son plan de marche annuel, en dépit d'un contexte de marché plus difficile qu'attendu.

Au cours du semestre écoulé, tous les secteurs économiques se sont inscrits en progression.

La croissance est notamment soutenue auprès de certains grands comptes bancaires, qui engagent de manière dynamique leur transformation digitale.

Des indicateurs opérationnels solides mais une visibilité courte

Le cabinet a maintenu sa dynamique de recrutement au cours du semestre. Ainsi, au 30 septembre 2014, les effectifs de Solucom s'établissaient à 1 374 collaborateurs contre 1 327 au 31 mars 2014.

Le taux d'activité s'est élevé à 83%, chiffre stable par rapport à l'exercice 2013/14.

Les prix se sont inscrits en légère progression, à 715 € en moyenne, même si cette progression est moins rapide qu'espérée.

Le carnet de commande ressort à 3,0 mois, contre 3,2 mois à fin mars 2014, traduisant une visibilité courte.

Progression de 15% du résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant s'est établi à 7,6 M€ à l'issue du 1^{er} semestre 2014/15, en progression de 15% par rapport au 1^{er} semestre 2013/14. La marge opérationnelle courante s'élève ainsi à 10,3%, contre 10,2% un an plus tôt, en ligne avec le plan de marche annuel.

Le résultat net part du groupe s'élève quant à lui à 4,3 M€ au semestre, également en progression de 15%. Il représente une marge nette de 5,8%.

Trésorerie nette de 15,7 M€ au 30 septembre 2014

Grâce à une solide capacité d'autofinancement et à une bonne tenue du poste clients, la trésorerie brute du cabinet est restée élevée au 30 septembre 2014 à 19,1 M€.

La trésorerie nette s'établissait à 15,7 M€, contre 16,6 M€ au 31 mars 2014 et 8,7 M€ un an plus tôt.

3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice

Priorité à la croissance

Au cours des derniers mois, Solucom a évolué dans un contexte de marché moins favorable qu'attendu. Les perspectives économiques s'assombrissent à nouveau. Les budgets restent étroitement contrôlés et la pression sur les prix ne se relâche pas.

Pour autant, le cabinet reste confiant dans une amélioration progressive de la demande. Le digital et les mutations qu'il entraîne constituent en effet des facteurs puissants de transformation des entreprises.

Dans ce contexte, Solucom fait le pari de garder le cap sur la croissance. Le cabinet maintient ses ambitions de recrutement et son surinvestissement commercial. Solucom entend en outre poursuivre sa politique d'acquisition ciblée, afin de renforcer sa proposition de valeur, et, le cas échéant, de prendre pied dans un nouveau pays à l'international.

Objectif de croissance révisé à la hausse

Compte tenu de la croissance du 1^{er} semestre et de la consolidation d'Audisoft Oxéa depuis le 1^{er} novembre 2014, Solucom relève son objectif annuel de croissance, désormais attendue à plus de 12%, contre 8% initialement.

Sur le plan de la rentabilité, Solucom maintient son objectif d'une marge opérationnelle courante comprise entre 11% et 13% en intégrant Audisoft Oxéa. Cet objectif devient toutefois plus tendu, compte tenu du contexte de marché et de la priorité donnée à la croissance.

4. Évènements postérieurs à la clôture

Acquisition d'Audisoft Oxéa

Le 29/10/14, Solucom a acquis 100% du capital de la société Audisoft Oxéa, financé intégralement en numéraire.

Créé en 1998, Audisoft Oxéa est un cabinet de conseil en management qui accompagne les grands acteurs du secteur financier sur l'ensemble de leurs enjeux en matière de performance, réglementation, conformité, contrôle interne et gestion des risques.

Sur son exercice clos le 31/12/13, Audisoft Oxéa a réalisé un chiffre d'affaires de 4 537 K€ et une marge opérationnelle légèrement négative. La société compte aujourd'hui 32 collaborateurs.

Audisoft Oxéa sera consolidée à compter du 01/11/14 dans les comptes de Solucom. Un goodwill sera constaté dans les comptes consolidés du cabinet au 31/03/15.

5. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir

Hormis les éléments décrits ci-après, les facteurs de risques présentés dans le document de référence publié par Solucom et déposé auprès de l'AMF en date du 3 juillet 2014 sous le numéro D.14-0727 n'ont pas subi d'évolution sensible à ce jour.

Risque de dépréciation des écarts d'acquisition

Suite à un retard sur le plan de marche de la société Lumens Consultants, il est désormais probable que le dernier complément de prix prévu dans le cadre de l'acquisition de cette société ne sera pas versé.

Les comptes consolidés de Solucom ont été ajustés en conséquence.

Le retard de Lumens Consultants a conduit le cabinet à réaliser un test de dépréciation sur l'écart d'acquisition de Lumens Consultants. Ce test a permis de confirmer la valeur de cet écart d'acquisition sur la base des hypothèses retenues.

Un test de sensibilité a en outre été conduit. Le résultat de ce test est présenté à la note 6 de l'annexe des comptes semestriels consolidés.

Les tests de dépréciation et de sensibilité réalisés confirment qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation de l'écart d'acquisition testé.

6. Principales transactions avec les parties liées

Sur le premier semestre de son exercice 2014/15, Solucom n'a pas réalisé de transactions significatives avec des parties liées.

Le lecteur pourra se référer à ce sujet à la note 16 de l'annexe des comptes semestriels consolidés.

Comptes consolidés au 30/09/2014

Compte de résultat consolidé

<i>En K€</i>	Note	30/09/14	30/09/13	31/03/14
Chiffre d'affaires		73 654	64 931	141 622
Achats consommés		1 726	1 534	3 185
Charges de personnel (y inclus participation)	1	55 561	48 101	102 155
Charges externes		7 553	7 081	14 290
Impôts et taxes		1 096	1 113	2 347
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		73	612	1 493
Autres produits et charges courants		30	(105)	(92)
Résultat opérationnel courant		7 616	6 595	18 243
Autres produits et charges opérationnels	2	(62)	(297)	(557)
Résultat opérationnel		7 554	6 298	17 686
Produits financiers	3	29	32	56
Coût de l'endettement financier brut	3	122	129	254
Coût de l'endettement financier net		92	97	198
Autres produits et charges financiers	3	7	(3)	(12)
Résultat avant impôt		7 468	6 199	17 476
Charge d'impôt	4	3 203	2 501	6 530
Résultat net de la période		4 265	3 697	10 946
Intérêts minoritaires		0	0	0
Résultat net - part du groupe		4 265	3 697	10 946
Résultat net - part du groupe par action (euros) (1) (2)	5	0,87	0,76	2,24
Résultat net dilué - part du groupe par action (euros) (2)	5	0,87	0,76	2,24

(1) Nombre d'actions pondéré sur la période

(2) Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30/09/13 et au 31/03/14, sur la base du nombre d'actions au 30/09/14.

Bilan consolidé

<i>En K€</i>	Note	30/09/14	31/03/14
Ecart d'acquisition	6	40 789	41 077
Immobilisations incorporelles	7	1 210	1 292
Immobilisations corporelles	7	1 810	2 220
Actifs financiers - part à plus d'un an	8	928	975
Autres actifs non courants	8	3 099	3 210
Actif non courant		47 836	48 774
Clients et comptes rattachés	9	47 389	49 367
Autres créances	9	6 591	6 696
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	19 056	20 034
Actif courant		73 036	76 097
Total actif		120 872	124 871
Capital	10	497	497
Primes d'émission, de fusion, d'apport		11 218	11 218
Réserves et résultats consolidés		53 066	52 165
Capitaux propres - part du groupe		64 782	63 880
Intérêts minoritaires		0	0
Total capitaux propres		64 782	63 880
Provisions long terme	11	5 561	3 934
Passifs financiers - part à plus d'un an	12	3 082	3 131
Autres passifs non courants	13	379	1 002
Passif non courant		9 022	8 067
Provisions court terme	11	1 171	1 637
Passifs financiers - part à moins d'un an	12	313	345
Fournisseurs et comptes rattachés	13	5 890	5 653
Dettes fiscales et sociales	13	32 797	38 388
Autres passifs courants	13	6 898	6 901
Passif courant		47 069	52 925
Total passif		120 872	124 871

Variation de trésorerie consolidée

En K€	30/09/14	30/09/13	31/03/14
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 265	3 697	10 946
Elimination des éléments non monétaires			
Dotations nettes aux amortissements et provisions	541	819	1 940
Moins-values / plus-values de cession, nettes d'impôt	(12)	1	3
Autres charges et produits calculés	142	(1 069)	(1 218)
Marge brute d'autofinancement ⁽¹⁾	4 937	3 448	11 671
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 806)	(5 555)	(1 022)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 130	(2 107)	10 648
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(617)	(529)	(1 428)
Cession d'immobilisations	14	0	0
Variation des immobilisations financières	(788)	906	864
Incidence des variations de périmètre	0	(2 530)	(5 949)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(1 391)	(2 153)	(6 513)
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	(1 620)	(1 555)	(1 571)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0
Autres flux liés aux opérations de financement	(98)	(82)	(650)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 718)	(1 637)	(2 221)
Variation nette de trésorerie	(978)	(5 897)	1 914
Incidences des variations de taux de change	3	(1)	(1)
Trésorerie à l'ouverture	20 012	18 098	18 098
Trésorerie à la clôture	19 036	12 201	20 012

(1) La marge brute d'autofinancement est calculée après coût de l'endettement financier net et après impôts courants.

Le montant des impôts payés s'est élevé à 6 256 K€ au premier semestre 2014 et à 5 350 K€ au premier semestre 2013.

Le montant des intérêts versés s'est élevé à 106 K€ au premier semestre 2014 et à 104 K€ au premier semestre 2013.

Variation des capitaux propres consolidés

<i>En K€</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Capitaux propres
Capitaux propres consolidés au 31/03/13	497	11 218	32 361	10 336	(1)	54 411
Résultat consolidé de l'exercice	0	0	0	10 946	0	10 946
Mise à la juste valeur des instruments de couverture	0	0	0	0	0	0
Ecart actuariel IAS 19	0	0	(140)	0	0	(140)
Retraitements IFRS devenus non significatifs	0	0	52	0	0	52
Résultat net global	0	0	(88)	10 946	0	10 858
Affectation du résultat	0	0	10 336	(10 336)	0	0
Variation de capital de l'entreprise consolidante	0	0	0	0	0	0
Distributions de l'entreprise consolidante	0	0	(1 571)	0	0	(1 571)
Actions propres	0	0	159	0	0	159
Retraitement provision pour actions gratuites	0	0	23	0	0	23
Variation des écarts de conversion	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres consolidés au 31/03/14	497	11 218	41 220	10 946	(1)	63 880
Résultat consolidé de l'exercice	0	0	0	4 265	0	4 265
Mise à la juste valeur des instruments de couverture	0	0	(9)	0	0	(9)
Ecart actuariel IAS 19	0	0	(886)	0	0	(886)
Retraitements IFRS devenus non significatifs	0	0	0	0	0	0
Résultat net global	0	0	(896)	4 265	0	3 370
Affectation du résultat	0	0	10 946	(10 946)	0	0
Variation de capital de l'entreprise consolidante	0	0	0	0	0	0
Distributions de l'entreprise consolidante	0	0	(1 620)	0	0	(1 620)
Actions propres	0	0	(966)	0	0	(966)
Retraitement provision pour actions gratuites	0	0	118	0	0	118
Variation des écarts de conversion	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres consolidés au 30/09/14	497	11 218	48 802	4 265	(1)	64 782

Le montant du dividende distribué au cours de l'exercice s'élève à 0,33 euro par action, soit au total 1 620 K€.

Les capitaux propres ne présentent aucun élément générant un impôt exigible. Le cumul des impôts différés actifs relatifs aux éléments comptabilisés dans les capitaux propres depuis l'origine, s'élève à 723 K€ et est généré par les écarts actuariels liés à l'application de l'IAS 19 et par la mise à la juste valeur des instruments de couverture.

État du résultat net global

<i>En K€</i>	Note	30/09/14	30/09/13	31/03/14
Résultat net		4 265	3 697	10 946
Mise à la juste valeur des instruments de couverture	14	(9)	(7)	0
Ecart actuariels IAS 19	11	(886)	(91)	(140)
Retraitements IFRS devenus non significatifs		0	52	52
Total comptabilisé en capitaux propres		(896)	(46)	(88)
Résultat net global - part du groupe		3 370	3 651	10 858

Notes aux états financiers consolidés

Sommaire

1.	Présentation générale	15
2.	Faits caractéristiques du semestre	16
3.	Principes et méthodes comptables	17
3.1.	Principes de consolidation	17
3.2.	Modalités de consolidation.....	19
3.3.	Méthodes de conversion.....	19
3.4.	Recours à des estimations.....	19
3.5.	Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisitions	20
3.6.	Information sectorielle.....	21
3.7.	Saisonnalité des comptes intermédiaires	21
3.8.	Autres précisions	21
4.	Périmètre de consolidation	22
5.	Notes sur certains postes du compte de résultat et du bilan.....	23
Note 1.	Charges de personnel.....	23
Note 2.	Produits et charges opérationnels non courants	23
Note 3.	Résultat financier	23
Note 4.	Charge d'impôt.....	24
Note 5.	Résultat par action	24
Note 6.	Écarts d'acquisition à l'actif du bilan	24
Note 7.	Immobilisations incorporelles et corporelles	25
Note 8.	Autres actifs	26
Note 9.	Actif courant	26
Note 10.	Capital	27
Note 11.	Provisions.....	27
Note 12.	Passifs financiers et endettement net.....	28
Note 13.	Autres passifs.....	29
Note 14.	Instruments financiers.....	29
Note 15.	Engagements hors bilan	30
Note 16.	Transactions avec des parties liées.....	30
Note 17.	Évènements postérieurs à la clôture	31

1. Présentation générale

Solucom est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est situé Tour Franklin – 100/101 terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex. La société est cotée sur Euronext Paris, compartiment C.

Les états financiers consolidés semestriels du cabinet Solucom (constitué de la société Solucom et de ses filiales) ont été arrêtés par le Directoire en date du 24 novembre 2014.

Tous les montants présentés dans l'annexe sont exprimés en K€ (milliers d'euros).

2. Faits caractéristiques du semestre

Transmissions universelles de patrimoine

Deux transmissions universelles du patrimoine des sociétés Alturia Consulting et Eveho, filiales à 100% de Solucom, à la société Solucom ont été mises en œuvre par décision de l'associé unique en date du 27/05/14. Elles ont été définitivement réalisées à l'issue du délai d'opposition des créanciers le 30/06/14.

Ces différentes opérations n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés.

3. Principes et méthodes comptables

3.1. Principes de consolidation

Référentiel

Depuis le 01/04/05, les comptes consolidés de Solucom sont établis en application du référentiel international comptable IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et du règlement européen 1606/2002 du 19/07/02. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS, ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union européenne au 30/09/14.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers consolidés sont identiques à ceux appliqués par le cabinet pour ses états financiers consolidés au 31/03/14.

États financiers semestriels

Les états financiers intermédiaires résumés du groupe Solucom portant sur la période de 6 mois close au 30/09/14 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 31/03/14.

Évolutions normatives

En particulier, les normes IFRS de l'IASB et les interprétations de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union européenne (consultables sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) pour les exercices ouverts à compter du 01/04/14, ont été appliquées par le cabinet et n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le cabinet à compter du 01/04/14

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	29/12/12	01/01/14
IFRS 11 « Accords conjoints »	29/12/12	01/01/14
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	29/12/12	01/01/14
Amendements sur les dispositions transitoires des normes IFRS 10, 11 et 12.	05/04/13	01/01/14
IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »	29/12/12	01/01/14
Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »	21/11/13	01/01/14

Amendements à IAS 36 « Dépréciation des actifs » - Information sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	20/12/13	01/01/14
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	21/12/13	01/01/14

L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers du cabinet.

Normes comptables ou interprétations que le cabinet appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30/09/14 ; elles ne sont pas appliquées par le cabinet à cette date.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12/11/09, 28/10/10, 16/12/11 et 28/11/12	01/01/15
Amendements limités à IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel »	21/11/13	01/07/14
Améliorations annuelles (2010-2012) des IFRS	12/12/13	01/07/14
Améliorations annuelles (2011-2013) des IFRS	12/12/13	01/07/14
Amendements à IFRS 11 – Partenariats « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune »	06/05/14	01/01/16
Amendements à IAS 16 – Immobilisations corporelles et à IAS 38 – Immobilisations incorporelles « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables »	12/05/14	01/01/16
IFRS 15 « Produits provenant de contrats avec les clients »	28/05/14	01/01/17

L'IASB a publié des normes et des interprétations, adoptées par l'Union européenne au 30/09/14, applicables à partir des exercices ouverts à compter du 01/01/15. Ces textes n'ont pas été appliqués par anticipation.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRIC 21 « Droits et taxes »	14/06/14	17/06/14 ⁽¹⁾

(1) Date d'application de l'Union européenne

Les impacts des projets de normes ou d'interprétations actuellement en cours d'études par l'IASB n'ont pas été anticipés au sein de ces comptes consolidés et ne peuvent être raisonnablement estimés à ce jour.

Comparabilité des comptes

Les comptes de l'exercice clos le 30/09/14 sont comparables à ceux de l'exercice clos le 31/03/14 à l'exception des variations de périmètre de consolidation.

3.2. Modalités de consolidation

La société Solucom est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Solucom sont consolidés par intégration globale.

Solucom n'exerce d'influence notable ou de contrôle conjoint sur aucune entreprise. Solucom ne contrôle, directement ou indirectement, aucune entité *ad hoc*.

Les comptes des sociétés consolidées sont, le cas échéant, retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation.

Les différentes transmissions universelles de patrimoine mentionnées au point 2 « Faits caractéristiques du semestre » n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés.

Les comptes des sociétés consolidées sont tous arrêtés au 30/09/14.

Au 30/09/14, les comptes consolidés intègrent l'ensemble des sociétés du cabinet sur six mois à l'exception des sociétés Alturia Consulting et Eveho qui l'ont été sur trois mois.

3.3. Méthodes de conversion

Conversion des états financiers exprimés en devises

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites en capitaux propres dans le poste « Écarts de conversion » pour la part du groupe.

Les cours de clôture et cours moyens retenus sont indiqués ci-dessous (Devise / Euro) :

	Cours de clôture		Cours moyen	
	30/09/14	30/09/13	30/09/14	30/09/13
Dirham (MAD) ⁽¹⁾	0,090415	0,089171	0,089377	0,089556
(1) Source Banque de France				

Le cours moyen est déterminé en calculant la moyenne des cours de clôture mensuels sur la période.

Comptabilisation des transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de l'opération ou au taux garanti lorsqu'une couverture de change existe.

3.4. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui concernent l'évaluation de certains montants qui figurent dans les comptes, notamment pour les chapitres suivants :

- Les durées d'amortissement des immobilisations

- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite
- Les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- La valorisation des instruments financiers à la juste valeur
- L'estimation de produits à recevoir ou de charges à payer
- La valorisation des paiements en actions
- Les estimations de performance retenues pour les compléments de prix d'acquisition des filiales
- La constatation d'impôt différé actif
- La reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

3.5. Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisitions

Les unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondent à chacune des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

Du fait des opérations de réorganisations juridiques (transmissions universelles de patrimoine) et opérationnelles réalisées sur les exercices précédents et l'exercice en cours, les écarts d'acquisition attachés initialement à chacune des sociétés absorbées par la société Solucom SA sont désormais regroupés et affectés à la structure absorbante sans qu'il soit possible de continuer à les suivre individuellement du fait de l'imbrication des activités des sociétés fusionnées. Il est en outre à noter que ces activités sont de nature identique.

A chaque clôture annuelle, ou en cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est pratiqué sur chacune des participations détenues faisant l'objet d'un écart d'acquisition.

Le principe de ces tests repose sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Les flux de trésorerie sont déterminés sur la base de prévisions établies sur un horizon de 5 ans. Une hypothèse de croissance à l'infini est retenue à compter de la sixième année. Les flux de trésorerie issus de ces prévisions font ensuite l'objet d'une actualisation.

Les hypothèses clés utilisées pour la réalisation des tests sont les suivantes :

- Un taux de croissance à l'infini de 2%, ce taux paraissant acceptable eu égard à l'observation des performances passées du secteur d'activité concerné (services informatiques).
- Un taux d'actualisation de 10% après impôt ; ce taux tient compte du taux sans risque à 10 ans, d'une prime de risque de marché, du coefficient bêta observé sur des sociétés cotées comparables, y compris Solucom, et enfin d'une prime de risque spécifique à Solucom.

En outre, une analyse de sensibilité de la valeur aux hypothèses clés utilisées (taux de croissance à l'infini et taux d'actualisation) permet de vérifier l'impact d'évolutions raisonnablement probables de ces hypothèses.

3.6. Information sectorielle

Le cabinet Solucom ne commercialisant qu'un unique type de prestations (prestations de conseil en management et système d'information), l'ensemble de ces prestations étant soumis aux mêmes risques, générant des taux de rentabilité similaires, et la quasi-totalité du chiffre d'affaires étant réalisé en France, il n'a pas été défini de secteurs d'activités distincts.

3.7. Saisonnalité des comptes intermédiaires

Les seuls effets de saisonnalité résultent de la concentration de la prise de congés durant certains mois de l'année. Il s'agit des mois de juillet et août, ainsi que du mois de mai. L'impact de ces mois de forte prise de congés concerne donc le premier semestre de l'exercice de Solucom (avril - septembre). Ce phénomène n'a pas d'impact substantiel sur l'activité de Solucom, d'autant plus que son effet est relativement prévisible (impact comparable d'une année sur l'autre).

3.8. Autres précisions

- Solucom détient des actions propres dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale de ses actionnaires.
- Conformément à l'IAS 19 « Avantages aux personnels », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont évalués par des actuaires indépendants suivant des unités de crédit projetées. Le cabinet n'a comme engagement que le versement d'indemnités de fin de carrière. Solucom n'a pas d'autres engagements à long terme ni d'indemnités de fin de contrat. Le taux d'actualisation pour la valorisation des droits a été ramené de 3% à 2%, dégageant ainsi un écart actuariel.
- Le cabinet a mis en place une couverture de change (couverture de flux de trésorerie) pour couvrir le risque lié aux ventes à l'exportation. Le gain ou la perte résultant de l'évaluation des instruments de couverture à leur juste valeur est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Le gain ou perte latent est rapporté au compte de résultat lors de la réalisation de l'élément couvert.
- Des actions de recherche et développement sont régulièrement menées par la société. Certaines d'entre elles sont éligibles au crédit d'impôt recherche. Ces actions ne sont immobilisées que de manière exceptionnelle (voir note 7).

4. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les comptes des sociétés suivantes :

Sociétés	Siège	Siret	Forme juridique	% d'intérêt	Nationalité	Nombre de mois consolidés
Solucom SA	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	37755024900041	SA	Sté mère	France	6
Alturia Consulting	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	35071510800063	SAS	100%	France	3
Eveho Conseil	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	48352938400032	SAS	100%	France	3
Stance Partners	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	48135193000039	SAS	100%	France	6
SLM Consulting	Résidence RIBH, angle Bir Anzarane et Caid Achar Casablanca - Maroc	266961	SARL	100%	Maroc	6
Lumens Consultants	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	51120513000020	SAS	100%	France	6
Trend Consultants	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	49538342400035	SAS	100%	France	6

Toutes les sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

5. Notes sur certains postes du compte de résultat et du bilan

Note 1. Charges de personnel

Charges de personnel	30/09/14	30/09/13
Salaires et traitements	37 699	32 628
Charges sociales	17 861	15 473
Total	55 561	48 101

Effectif moyen en ETP	30/09/14	30/09/13
Ingénieurs et cadres	1 280	1 120
Employés	34	38
Total	1 315	1 159

Note 2. Produits et charges opérationnels non courants

	30/09/14	30/09/13
Crédits d'impôt nets de frais	0	0
Divers	14	60
Autres produits opérationnels	14	60
Frais d'acquisition de titres	(73)	(11)
Divers	(2)	(346)
Autres charges opérationnelles	(76)	(357)
Total net	(62)	(297)

Note 3. Résultat financier

	30/09/14	30/09/13
Produits nets sur cession des équivalents de trésorerie	34	34
Intérêts des emprunts	(122)	(129)
Variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie	(5)	(1)
Coût de l'endettement net	(92)	(97)
Autres produits et charges financiers	7	(3)
Variation de la juste valeur des autres actifs financiers	0	0
Résultat financier	(86)	(99)

Note 4. Charge d'impôt

Effet net des impôts sur le résultat :

	30/09/14	30/09/13
Impôts courants	2 900	2 765
Impôts différés	304	(264)
Total	3 203	2 501

Conformément à l'avis du CNC du 14/01/10, Solucom a opté pour la comptabilisation de la CVAE en impôt sur le résultat à compter de 2010. Le montant de la CVAE comptabilisé dans la ligne « charge d'impôt » s'élève à 995 K€.

Au 30/09/14, le montant des impôts différés à plus d'un an s'élève à 2 029 K€. Tous les impôts différés générés par les opérations de l'exercice ont fait l'objet d'une comptabilisation.

Note 5. Résultat par action

	30/09/14	30/09/13
Résultat par actions		
Résultat des entreprises net - part du groupe	4 265	3 697
Nombre moyen pondéré de titres en circulation ⁽¹⁾	4 890 649	4 890 649
Résultat net part du Groupe par action non dilué	0,87	0,76
Nombre de titres émis au 30 septembre ⁽¹⁾	4 890 649	4 890 649
Résultat net part du Groupe dilué par action	0,87	0,76

⁽¹⁾ Hors titres d'auto-contrôle

Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30/09/13 et au 31/03/14, sur la base du nombre d'actions au 30/09/14.

Note 6. Écarts d'acquisition à l'actif du bilan

	Valeur nette au 31/03/14	Variation de périmètre	Diminution de l'exercice	Valeur nette au 30/09/14
Solucom SA	24 137	7 287	0	31 424
Alturia Consulting	4 266	(4 266)	0	0
Eveho	3 020	(3 020)	0	0
Stance	4 380	0	0	4 380
Lumens Consultants	3 075	0	(288)	2 787
Trend Consultants	2 199	0	0	2 199
Total	41 077	0	(288)	40 789

Suite à un retard sur le plan de marche de la société Lumens Consultants, il est désormais probable que le dernier complément de prix prévu dans le cadre de l'acquisition de cette société ne sera pas versé.

Les comptes consolidés de Solucom ont été ajustés en conséquence.

Tests de dépréciation

Le retard de Lumens Consultants a conduit le Cabinet à réaliser un test de dépréciation sur l'écart d'acquisition de Lumens Consultants. Ce test a permis de confirmer la valeur de cet écart d'acquisition sur la base des hypothèses retenues.

Un test de sensibilité a en outre été conduit.

Le résultat de ce test est présenté ci-dessous.

	Lumens Consultants
Ecart entre la valeur d'utilité et la valeur comptable	> 550
Dépréciation théorique si baisse d'1 point de la croissance à l'infini (a)	0
Dépréciation théorique si hausse d'1 point du taux d'actualisation (b)	0
Dépréciation théorique si combinaison (a) et (b)	100

Sur la base de ce test de sensibilité, le management n'estime pas raisonnablement probable une modification des hypothèses clés utilisées entraînant la nécessité de constater une dépréciation.

En conséquence, le test de dépréciation et de sensibilité réalisés confirment qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation de l'écart d'acquisition testé.

Note 7. Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeur brute	31/03/14	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart conv.	30/09/14
Logiciels	2 902	0	313	(19)	0	3 197
Immob. incorporelles en cours	309	0	100	(309)	0	100
Total immob. incorporelles	3 210	0	413	(327)	0	3 297
Autres immob. corporelles	5 617	0	23	(7)	0	5 633
Autres immob. en crédit bail	2 824	0	77	(3)	0	2 898
Immob. corporelles en cours	130	0	197	(327)	0	0
Total immob. corporelles	8 571	0	297	(337)	0	8 531

Amortissements	31/03/14	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart conv.	30/09/14
Logiciels	1 918	0	184	(17)	0	2 086
Total immob. incorporelles	1 918	0	184	(17)	0	2 086
Autres immob. corporelles	4 020	0	207	(5)	0	4 222
Autres immob. en crédit bail	2 319	0	174	(2)	0	2 492
Total immob. corporelles	6 339	0	381	(7)	0	6 714

Dépréciations	31/03/14	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart conv.	30/09/14
Logiciels	1	0	0	0	0	1
Total immob. incorporelles	1	0	0	0	0	1
Autres immob. corporelles	12	0	0	(4)	0	7
Autres immob. en crédit bail	0	0	0	0	0	0
Total immob. corporelles	12	0	0	(4)	0	7
Total net immob. incorporelles	1 292	0	229	(311)	0	1 210
Total net immob. corporelles	2 220	0	(84)	(326)	0	1 810

Aucune immobilisation incorporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété.

Aucune immobilisation corporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété à l'exception des biens financés par un contrat de crédit-bail.

La variation du poste « Dettes sur immobilisations » s'est élevée à (542) K€ au 30/09/14 contre +433 K€ au 31/03/14.

Note 8. Autres actifs

Les actifs financiers sont composés uniquement des dépôts et cautionnements qui sont évalués selon des données observables au sens d'IFRS 13.

Les autres actifs non courants sont composés essentiellement d'impôts différés actifs à hauteur de 3 096 K€ (2 947 K€ au 31/03/14).

Note 9. Actif courant

Clients et comptes rattachés	31/03/14	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/14
Valeur Brute	49 441	0	(2 012)	9	47 438
Dépréciation	(74)	0	24	0	(49)
Valeur Nette Comptable	49 367	0	(1 988)	9	47 389

Le cabinet analyse ses créances clients au cas par cas et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement. Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

Autres Créances	31/03/14	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/14
Avances et acomptes versés	68	0	168	0	236
Créances fiscales	4 314	0	(487)	0	3 827
Débiteurs divers	372	0	487	0	859
Charges constatées d'avance	1 952	0	(237)	0	1 714
Valeur Brute	6 705	0	(69)	0	6 636
Dépréciation autres créances	(9)	0	(36)	0	(45)
Dépréciation	(9)	0	(36)	0	(45)
Valeur Nette Comptable	6 696	0	(105)	0	6 591

Trésorerie et équivalents de trésorerie	31/03/14	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/14
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	9 803	0	(3 338)	0	6 466
Disponibilités	10 231	0	2 357	3	12 591
Valeur Brute	20 034	0	(981)	3	19 056
Dépréciation	0	0	0	0	0
Valeur Nette Comptable	20 034	0	(981)	3	19 056

La valeur au coût historique des Sicav monétaires est de 6 456 K€ au 30/09/14 (9 789 K€ au 31/03/14).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués sur la base de prix cotés sur des marchés actifs au sens d'IFRS 13.

Note 10. Capital

Au 30/09/14, le capital de la société mère Solucom est constitué de 4 966 882 actions entièrement libérées de 0,10 € chacune.

Le nombre d'actions propres détenues au 30/09/14 s'élève à 76 233 actions.

Par ailleurs, sur autorisation de l'Assemblée Générale, le Directoire de Solucom a décidé, lors de sa séance du 01/07/14, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice de cadres dirigeants du cabinet. Ce plan prévoit l'attribution définitive d'actions gratuites à l'issue d'une période d'acquisition sous conditions de présence et d'investissement personnel du dirigeant en actions Solucom ; le nombre d'actions attribuées sera également fonction d'un critère de performance basé sur l'atteinte d'un niveau prédéfini du résultat opérationnel courant consolidé du cabinet.

En outre, le Directoire de Solucom a décidé, lors de cette même séance, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice des membres du personnel salarié de Solucom ou du cabinet ou de certaines catégories d'entre eux, dans le cadre du dispositif d'épargne salariale mis en place chez Solucom.

La constatation des avantages respectifs correspondant à chacun des plans ainsi accordés aux bénéficiaires a fait l'objet d'une dotation spécifique et d'un impact en capitaux propres dans les comptes au 30/09/14.

Note 11. Provisions

Les provisions sont constituées essentiellement d'indemnités de départ à la retraite ayant fait l'objet d'une évaluation de la part d'un actuaire indépendant, de litiges prud'homaux évalués en fonction d'une estimation faite par un conseil juridique du risque le plus probable, et le cas échéant, de provisions pour risques clients.

	31/03/14	Variation de périmètre	Augmentation	Reprise		30/09/14
				Utilisée	Non utilisée	
Provisions pour IFC	3 934	0	1 627	0	0	5 561
Total provisions long terme	3 934	0	1 627	0	0	5 561
Provisions pour risques	1 637	0	90	(266)	(290)	1 171
Provisions pour charges	0	0	0	0	0	0
Total provisions court terme	1 637	0	90	(266)	(290)	1 171
Total provisions	5 572	0	1 717	(266)	(290)	6 732

Les variations de provisions de l'exercice impactent le résultat opérationnel courant pour 190 K€.

La provision pour IFC est en augmentation de 1 627 K€, correspondant à 276 K€ de charge l'exercice et à 1 351 K€ d'écart actuariel sur évolution du taux d'actualisation et de l'effectif (886 K€ net d'impôt).

Test de sensibilité

Des tests de sensibilité au taux d'actualisation ont été conduits sur la provision pour IFC.

Une hausse du taux d'actualisation de la provision de 0,5% représenterait 473 K€ de baisse de l'écart actuariel (comptabilisé en capitaux propres) contre, en cas de baisse du taux d'actualisation de 0,5%, une augmentation de l'écart actuariel de 531 K€.

Note 12. Passifs financiers et endettement net

	31/03/14	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/14
Dettes à plus de cinq ans	2 935	0	7	0	2 942
Emprunt obligataire	2 935	0	7	0	2 942
Dettes de un à cinq ans	196	0	(56)	0	140
Dettes financières (Crédit-bail)	196	0	(56)	0	140
Total passif financier non courant	3 131	0	(49)	0	3 082
Emprunts auprès d'établissements de crédit ⁽¹⁾	(56)	0	8	0	(48)
Emprunts et dettes financières diverses	0	0	0	0	0
Dettes financières (Crédit-bail)	311	0	(43)	0	267
Concours bancaires courants	9	0	2	0	11
Intérêts courus non échus	81	0	1	0	82
Total passif financier courant (moins d'un an)	345	0	(32)	0	313
Total passif financier hors concours bancaires courants	3 468	0	(83)	0	3 384
Total passif financier	3 476	0	(81)	0	3 395

(1) Frais d'émission sur ligne de crédit de 16 000 K€ à l'origine. Aucun tirage en cours au 31/03/14.

Ventilation des passifs financiers par taux :

Taux	31/03/14		30/09/14	
	fixe	variable	fixe	variable
Passif financier non courant	3 131	0	3 082	0
Passif financier courant	401	(56)	361	(48)
Total passifs financiers	3 532	(56)	3 443	(48)

Les nantissements accordés en garantie de ces emprunts sont décrits ci-après en note 15. Les emprunts n'ont fait l'objet d'aucun défaut de remboursement au cours de l'exercice.

Caractéristiques de l'emprunt FCP Micado France 2018 :

- Nominal : 3 000 K€
- Taux : 5,5%
- Échéance : 02/10/18
- Date d'émission : 30/10/12

Cet emprunt obligataire est évalué selon des données observables au sens d'IFRS 13.

Evolution de la trésorerie / (endettement) net :

Trésorerie et équivalent de trésorerie	31/03/14	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/14
Équivalents de Trésorerie à la valeur historique	9 789	0	(3 333)	0	6 456
Disponibilités	10 231	0	2 357	3	12 591
Concours bancaires courants	(9)	0	(2)	0	(11)
Total Trésorerie nette des découverts	20 012	0	(978)	3	19 036
Mise à la juste valeur des équivalents de trésorerie	14	0	(5)	0	9
Trésorerie consolidée	20 026	0	(983)	3	19 046
Passif financier hors concours bancaires courants	3 468	0	(83)	0	3 384
Tresorerie / (Endettement) financier net	16 558	0	(900)	3	15 661

Note 13. Autres passifs

	31/03/14	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/14
Autres passifs non courants					
Dettes fiscales et sociales	314	0	65	0	379
<i>dont dettes fiscales</i>	314	0	65	0	379
Autres dettes	688	0	(688)	0	0
Total	1 002	0	(623)	0	379
Passifs courants					
Fournisseurs et comptes rattachés	5 653	0	237	0	5 890
Dettes fiscales et sociales	38 388	0	(5 593)	2	32 797
<i>dont dettes fiscales</i>	14 231	0	(1 470)	1	12 762
<i>dont dettes sociales</i>	24 157	0	(4 123)	1	20 035
Autres passifs courants	6 901	0	(8)	4	6 898
<i>dont fournisseurs d'immobilisations</i>	585	0	(542)	0	43
<i>dont autres dettes</i>	3 105	0	515	4	3 624
<i>dont produits constatés d'avance</i>	3 211	0	20	0	3 231
Total	50 942	0	(5 364)	6	45 584
Total Autres passifs	51 943	0	(5 987)	6	45 963

Note 14. Instruments financiers

Solucom détient les instruments financiers suivants :

- des placements en SICAV de trésorerie, exclusivement indexées sur l'EONIA ne recélant aucun risque identifié ;
- des comptes à termes de moins de 6 mois ne présentant aucune pénalité de sortie anticipée ;
- des actions propres ;
- des contrats de change à terme.

Ces instruments financiers sont évalués sur la base de prix cotés sur des marchés actifs au sens d'IFRS 13.

Note 15. Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant total		A plus d'un an	
	au 30/09/14	A 1 an au plus	et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Avals et cautions	27	0	27	0
Nantissements	18 400	0	18 400	0
Engagements de location simple	13 156	3 643	9 027	486
Total	31 582	3 643	27 454	486

Engagements reçus

Avals et cautions	72	72	0	0
Lignes de crédit accordées non utilisées	12 800	0	12 800	0
Garanties de passif ⁽¹⁾	7 250	3 950	3 300	0
Instruments financiers	360	360	0	0
Total	20 482	4 382	16 100	0

(1) Dont garantie bancaire de 2 240 K€.

Les nantissements de 18 400 K€ concernent les éléments de fonds de commerce de Solucom relatifs aux établissements secondaires de Villeurbanne, Aubagne et Nantes. Ces actifs sont donnés en garantie au profit de banques, en couverture des lignes de crédit confirmées de 16 000 K€ à l'origine, octroyées par ces dernières. Ces engagements sont à échéance 2017.

Les garanties de passif ont été reçues dans le cadre des acquisitions de sociétés intervenues au cours des exercices 2012/13 et 2013/14.

Engagements donnés	Montant total		A plus d'un an	
	au 31/03/14	A 1 an au plus	et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Avals et cautions	27	0	27	0
Nantissements	18 400	0	18 400	0
Engagements de location simple	12 886	3 747	8 382	758
Total	31 313	3 747	26 809	758

Engagements reçus

Avals et cautions	73	73	0	0
Lignes de crédit accordées non utilisées	12 800	0	12 800	0
Garanties de passif ⁽¹⁾	7 250	3 950	3 300	0
Instruments financiers	274	274	0	0
Total	20 397	4 297	16 100	0

(1) Dont garantie bancaire de 2 240 K€.

Note 16. Transactions avec des parties liées

Solucom n'a réalisé aucune transaction significative avec des tiers susceptibles d'être considérés comme « parties liées » au sens de la norme IAS 24.9.

Note 17. Évènements postérieurs à la clôture

Acquisition d'Audisoft Oxéa

Le 29/10/14, Solucom a acquis 100% du capital de la société Audisoft Oxéa, financé intégralement en numéraire.

Créé en 1998, Audisoft Oxéa est un cabinet de conseil en management qui accompagne les grands acteurs du secteur financier sur l'ensemble de leurs enjeux en matière de performance, réglementation, conformité, contrôle interne et gestion des risques.

Sur son exercice clos le 31/12/13, Audisoft Oxéa a réalisé un chiffre d'affaires de 4 537 K€ et une marge opérationnelle légèrement négative. La société compte aujourd'hui 32 collaborateurs.

Audisoft Oxéa sera consolidée à compter du 01/11/14 dans les comptes de Solucom. Un goodwill sera constaté dans les comptes consolidés du cabinet au 31/03/15.

Rapport des Commissaires aux Comptes

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle relative à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SOLUCOM SA, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Villeurbanne, le 27 novembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Dominique LAURENT

MAZARS

Christine DUBUS